

« Aux citoyens d'orienter le crédit »

Denis Durand, économiste communiste, estime que pour stimuler la croissance, une autre politique monétaire copilotée par les salariés et les citoyens est à l'ordre du jour.

ENTRETIEN



Fabrice Nicollet

En quoi la politique issue des sommets de la zone euro nous emmène-t-elle dans le mur ?

DENIS DURAND. Cette politique ne vise

pas à réprimer la spéculation. Au contraire, elle sert plutôt à la valider. Certes, en Grèce, ils n'avaient d'autre solution que d'annuler une partie de la dette. Sinon, le pays s'effondrait. Mais, pour le reste, ils mettent en place des dispositifs qui consistent à dire aux marchés : « Ne vous inquiétez pas, certains d'entre vous vont perdre 50 % de leur portefeuille de titres publics grecs. Mais vous ne perdrez rien de plus. » En outre, la mobilisation du pouvoir de création monétaire de la BCE reste taboue.

Comment nous sortir de l'ornière ?

DENIS DURAND. De façon très immédiate, il faut taxer les flux financiers. L'argent récolté doit permettre la mise en place d'un fonds qui pourrait octroyer des garanties aux crédits finançant des investissements qui développent les services publics et l'emploi dans la zone euro. Pour ce, les banques, compagnies d'assurances, multinationales qui ont contribué à gonfler les opérations spéculatives doivent subir une taxation très dissuasive.

Deuxièmement, le grand problème est celui du comportement des banques. Elles ont financé la spéculation au lieu de favoriser l'emploi et la formation, au point qu'elles se trouvent aujourd'hui menacées de manquer de fonds propres pour éponger leurs pertes. La question de leur nationalisation est posée, et c'est heureux ! Mais il faut que ce soit pour obtenir une révision de leurs critères de crédit, afin qu'elles répondent à la mission de service public que la société attend d'elles : financer à taux très bas les collectivités territoriales qui sont exsangues, le développement des

« Les banques ont financé la spéculation au lieu de favoriser l'emploi et la formation (...). La question de leur nationalisation est posée, et c'est heureux ! »

services publics, les investissements des entreprises qui développent l'emploi et la formation, qui économisent les ressources naturelles. Basé sur de tels critères, le crédit renforcerait la capacité productive des entreprises et de l'économie. En même temps, les salaires se veraient consolidés, les gens consommeraient davantage et la demande serait ainsi stimulée.

Et comment faire, face à la dette publique ?

DENIS DURAND. La question du financement des dettes publiques par la Banque centrale européenne – et son pouvoir de création monétaire –

est sur la table, même si le sommet européen l'écarte. Mais il ne suffirait pas que la BCE rachète la dette actuelle. Demain, en effet, les dettes pourraient s'accumuler à nouveau. Il faut que les investissements refinancés par la BCE permettent à l'économie de se développer, de créer de l'emploi, et donc de faire croître la richesse (le PIB) plus vite que la dette. Les financements doivent servir, non à des exonérations de cotisations sociales ou à l'expansion de la sphère financière, mais à renforcer la capacité de la zone euro à dégager de la valeur ajoutée, ce qui permettrait de consolider l'emploi,

les salaires, les recettes publiques... et les dépôts des salariés dans les banques. Les critères de financement de la BCE ne peuvent être décidés par un super-secrétariat économique européen, « indépendant »... comme la BCE. Ça ne peut être le fait des seuls États. C'est, de manière décentralisée, aux salariés dans les entreprises, aux citoyens dans les régions de déterminer quels sont les projets qui répondent à des critères précis d'efficacité économique, sociale, écologique et qui, à ce titre, doivent être financés en priorité par les banques et refinancés à taux zéro par la BCE.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR GAËL DE SANTIS